

Art. 56. L'ordonnance portant fixation de l'affaire est notifiée, quinze jours au moins avant l'audience, au requérant originaire, au Ministre de la Justice et au Ministre des Finances, et, le cas échéant, à leur avocat.

Le Ministre des Finances peut se faire représenter par un fonctionnaire délégué par lui ou par un avocat.

Art. 57. L'avis est notifié au requérant originaire, au Ministre de la Justice et au Ministre des Finances.

Le cas échéant, une copie en est adressée par simple lettre à leur avocat.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 58. Les articles 28 et 29 de la loi entrent en vigueur le dixième jour après celui de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*.

L'article 30 de la loi entre en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié au *Moniteur belge*.

Les articles 31 à 41 de la loi produisent leurs effets le 8 août 1985.

Art. 59. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Finances et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 décembre 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Finances,
M. EYSKENS

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE LA JUSTICE, MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA FONCTION PUBLIQUE ET MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 87 — 362

23 JANVIER 1987. — Arrêté royal relatif à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'acte intentionnel de violence contre des membres des services de police et de secours et contre des particuliers secourant une victime d'acte intentionnel de violence

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres, notamment l'article 42;

Vu les négociations au sein du comité commun à l'ensemble des services publics et le protocole du 14 août 1986 contenant les conclusions de cette négociation;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aériennes et navales et du service médical;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel de la gendarmerie;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 août 1986;

Vu l'accord de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 25 juillet 1986;

Art. 56. Van het bevelschrift houdende vaststelling van de zaak wordt, ten minste vijftien dagen voor de zitting kennis gegeven aan de oorspronkelijke verzoeker, aan de Minister van Justitie en aan de Minister van Financiën en, in voorkomend geval, aan hun advocaat.

De Minister van Financiën kan zich laten vertegenwoordigen door een door hem gemachtigd ambtenaar of door een advocaat.

Art. 57. Van het advies wordt kennis gegeven aan de oorspronkelijke verzoeker, aan de Minister van Justitie en aan de Minister van Financiën.

In voorkomend geval wordt een afschrift ervan bij gewone brief aan hun advocaat gezonden.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 58. De artikelen 28 en 29 van de wet treden in werking op de tiende dag volgend op die waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Artikel 30 van de wet treedt in werking de eerste dag van de derde maand volgend op die gedurende welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De artikelen 31 tot 41 van de wet hebben uitwerking met ingang van 8 augustus 1985.

Art. 59. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Financiën en Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 december 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Financiën,
M. EYSKENS

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

MINISTERIE VAN JUSTITIE, MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN EN OPENBAAR AMBT EN MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 87 — 362

23 JANUARI 1987. — Koninklijk besluit betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van opzettelijke gewelddadens tegen leden van de politie- en hulpdiensten en tegen derden die hulp verlenen aan een slachtoffer van een opzettelijke gewelddaad

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen, inzonderheid op artikel 42;

Gelet op de onderhandelingen in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten en op het protocol van 14 augustus 1986 houdende de resultaten van deze onderhandelingen;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de commissie voor het personeel van de rijkswacht;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 6 augustus 1986;

Gelet op het akkoord van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt, gegeven op 25 juli 1986;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice, de Notre Ministre du Budget, de Notre Ministre des Affaires sociales, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, et de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° la loi : la loi du 1er août 1985 portant des mesures fiscales et autres;

2° la victime : la personne visée à l'article 42, § 2 de la loi et qui est décédée ou contrainte de quitter définitivement le service pour inaptitude physique, dans les conditions fixées par l'article 42, § 1er, de la loi;

3° le sauveteur bénévole : la personne qui est décédée ou a subi une invalidité totale permanente dans le cas visé à l'article 42, § 4 de la loi;

4° le Ministre compétent :

— le Ministre de la Défense nationale pour les personnes visées à l'article 42, § 2, 1° et 4° de la loi;

— le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique pour les personnes visées à l'article 42, § 2, 2°, 6° et 7° de la loi;

— le Ministre de la Justice pour les personnes visées à l'article 42, § 2, 3°, 5° et 8°, ainsi qu'à l'article 42, § 4 de la loi.

Art. 2. Sans préjudice de la possibilité pour la victime, le sauveteur bénévole et leurs ayants droit de porter immédiatement leur demande devant les juridictions de l'Ordre judiciaire, toute indemnité prévue par l'article 42 de la loi ou toute part d'indemnité en cas de pluralité d'ayants droit, peut être accordée sur décision du Ministre compétent, conformément au présent arrêté.

Art. 3. § 1er. Toute demande d'indemnité doit, sous peine de non-recevabilité, être adressée par lettre recommandée au Ministre compétent, et ce dans les délais ci-après :

— lorsque la victime est contrainte de quitter définitivement le service pour inaptitude physique ou lorsque le sauveteur bénévole a subi une invalidité totale permanente : le délai prévu par l'article 1er, a, de la loi du 6 février 1970, relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces;

— lorsque la victime ou le sauveteur bénévole est décédé : dans le délai préfix d'un an à partir de la date du décès.

§ 2. En cas de décès de la victime ou de sauveteur bénévole, chacun des ayants droit éventuels doit introduire une demande d'indemnité séparée.

§ 3. La demande d'indemnité est signée par le requérant, ou par son représentant légal, et contient :

1° l'indication des jour, mois et an;

2° les nom, prénoms, profession et domicile du requérant et, le cas échéant, de la victime ou du sauveteur bénévole décédé, ainsi que, s'il échet, les nom, prénoms, domicile et qualité de ses représentants légaux;

3° sauf en ce qui concerne l'indemnité prévue à l'article 42, § 4 de la loi, l'indication des faits sur base desquels le requérant estime que le dommage résulte de faits constitutifs d'acte intentionnel de violence ou d'explosion d'engins de guerre ou d'engins piégés lors de l'exécution d'une mission de police, de protection, de secours ou de déminage;

4° s'il s'agit d'une demande d'indemnité introduite par un ayant droit visé à l'article 42, § 2 de la loi et sauf pour ce qui concerne le conjoint, les éléments permettant d'établir que le requérant était à charge de la victime ou du volontaire bénévole, au sens de l'article 5, § 4 de la loi du 12 janvier 1970 relative à l'octroi d'une indemnité spéciale en cas d'accident aéronautique survenu en temps de paix. Le cas échéant, le requérant joint en annexe les pièces justificatives des éléments repris dans sa demande;

5° s'il s'agit d'une demande d'indemnité particulière au sens de l'article 42, § 3 de la loi, les éléments permettant d'établir que le requérant était à charge de la victime, au sens de l'article 6 de la loi précitée du 12 janvier 1970. Le cas échéant, le requérant joint en annexe les pièces justificatives des éléments repris dans sa demande;

6° s'il s'agit d'une demande introduite par un sauveteur bénévole ou ses ayants droit, les éléments permettant d'établir qu'il satisfait aux conditions de l'article 42, § 4 de la loi.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie, van Onze Minister van Begroting, van Onze Minister van Sociale Zaken, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt, en van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan onder :

1° de wet : de wet van 1 augustus 1985 houdende fiscale en andere bepalingen;

2° het slachtoffer : de persoon bedoeld in artikel 42, § 2 van de wet en die overleden is of genoodzaakt de dienst definitief te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid, in de voorwaarden bepaald bij artikel 42, § 1 van de wet;

3° de vrijwillige hulpverlener : de persoon die overleden is of in een toestand van blijvende algehele invaliditeit verkeert in het geval bedoeld bij artikel 42, § 4 van de wet;

4° de bevoegde Minister :

— de Minister van Landsverdediging voor de personen bedoeld bij artikel 42, § 2, 1° en 4° van de wet;

— de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt voor de personen bedoeld bij artikel 42, § 2, 2°, 6° en 7° van de wet;

— de Minister van Justitie voor de personen bedoeld bij artikel 42, § 2, 3°, 5° en 8°, en bij artikel 42, § 4 van de wet.

Art. 2. Onverminderd de mogelijkheid voor het slachtoffer, de vrijwillige hulpverlener en hun rechthebbenden om hun vordering onmiddellijk te brengen voor de rechtbanken van de rechterlijke orde, kan elke vergoeding ingesteld bij artikel 42 van de wet of elk gedeelte van vergoeding in geval van pluraliteit van rechthebbenden, toegekend worden bij beslissing van de bevoegde Minister, overeenkomstig dit besluit.

Art. 3. § 1. Ieder aanvraag tot het verkrijgen van een vergoeding moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, bij een ter post aangetekende brief aan de bevoegde Minister gericht worden binnen de volgende termijnen :

— wanneer het slachtoffer genoodzaakt is de dienst definitief te verlaten wegens lichamelijke ongeschiktheid of wanneer de vrijwillige hulpverlener een blijvende algehele invaliditeit heeft opgelopen : de termijn bepaald bij artikel 1, a, van de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van de schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provinciën;

— wanneer het slachtoffer of de vrijwillige hulpverlener overleden is : de vervalttermijn van één jaar vanaf de dag van het overlijden.

§ 2. In geval van overlijden van het slachtoffer of van de vrijwillige hulpverlener moet ieder der gebeurlijke rechthebbenden een afzonderlijke vergoedingsaanvraag indienen.

§ 3. De vergoedingsaanvraag wordt ondertekend door de verzoeker of door zijn wettelijke vertegenwoordiger en bevat :

1° vermelding van de dag, maand en jaar;

2° naam, voornamen, beroep en woonplaats van de verzoeker en, in voorkomend geval, van de overleden vrijwillige hulpverlener of slachtoffer evenals, eventueel, naam, voornamen, woonplaats en hoedanigheid van zijn wettelijke vertegenwoordigers;

3° behalve wat de vergoeding bepaald bij artikel 42, § 4 van de wet betreft, de aanduiding van de feiten op grond waarvan de verzoeker meent dat de schade het gevolg is van feiten die opzettelijke geweldtaden uitmaken of van de ontploffing van oorlogstuigen of valstrikstuigen bij de uitvoering van een politie-, beschermings-, hulpverlenings- of ontminningsopdracht;

4° indien het een vergoedingsaanvraag betreft ingediend door een rechthebbende bedoeld bij artikel 42, § 2 van de wet en die niet de echtgenoot is, de elementen die het mogelijk maken aan te tonen dat de verzoeker ten laste viel van het slachtoffer of van de vrijwillige hulpverlener, in de zin van artikel 5, § 4 van de wet van 12 januari 1970 betreffende de toekenning van een bijzondere vergoeding in geval van luchtvaartongeval in vredetijd. In voorkomend geval voegt de verzoeker als bijlage de stukken ter rechtvaardiging van de elementen opgenomen in zijn aanvraag;

5° indien het een aanvraag tot afzonderlijke vergoeding betreft in de zin van artikel 42, § 3 van de wet, de elementen die het mogelijk maken aan te tonen dat de verzoeker ten laste viel van het slachtoffer, in de zin van artikel 6 van de voornoemde wet van 12 januari 1970. In voorkomend geval, voegt de verzoeker in bijlage de stukken ter rechtvaardiging van de elementen opgenomen in zijn aanvraag;

6° indien het een aanvraag betreft ingediend door een vrijwillige hulpverlener of zijn rechthebbenden, de elementen die het mogelijk maken aan te tonen dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 42, § 4 van de wet.

§ 4. Toute demande d'indemnité ou d'une part d'indemnité au sens de la loi doit être terminée par les mots : « J'affirme sur l'honneur que la présente déclaration est sincère et complète ».

Art. 4. Il est accusé réception de toute demande d'indemnité.

Art. 5. § 1er. Dès réception de la demande, le Ministre compétent fait procéder à une enquête par l'autorité qu'il désigne. Celle-ci constitue un dossier dans lequel figurent tous les éléments susceptibles d'éclairer le Ministre, ainsi qu'un rapport établissant les conclusions de ses investigations.

§ 2. L'autorité chargée d'établir le rapport peut procéder ou faire procéder à toute investigation utile. Elle peut notamment se faire communiquer copie du dossier répressif, moyennant l'autorisation du procureur général près la cour d'appel ou de l'auditeur général.

Elle peut également charger l'Office médico-légal de faire procéder, par ses propres experts, à une expertise en vue de déterminer, sur base du Barème officiel belge des Invalidités, si le sauveur bénévole a subi une invalidité totale permanente.

Elle peut désigner des experts.

Art. 6. Si l'autorité chargée de l'enquête conclut au rejet de la demande, une copie du rapport motivé est notifiée par lettre recommandée à la poste au requérant et celui-ci est invité à faire valoir par écrit ses moyens de défense dans les 30 jours à dater de la notification. L'autorité chargée de l'enquête donne son avis sur les moyens invoqués par le requérant.

Art. 7. A l'issue de la procédure, l'ensemble du dossier est transmis au Ministre compétent et celui-ci statue sur l'existence des conditions requises pour l'octroi de toute indemnité ou part d'indemnité au sens de la loi. Toute décision défavorable doit être motivée en la forme.

Art. 8. La décision du Ministre est notifiée au requérant sous pli recommandé à la poste. La notification mentionne que la décision du Ministre ne fait pas obstacle à une action devant les cours et tribunaux.

Art. 9. Les délais prévus par l'article 3, § 1er du présent arrêté sont prorogés à concurrence d'un délai d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, pour toute demande d'indemnité, ou d'une part d'indemnité, consécutive à un décès, à un départ définitif du service pour incapacité physique ou à une invalidité totale permanente, survenu avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 11. Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre du Budget, Notre Ministre des Affaires sociales, Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre de la Défense nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
J. GOL

Le Ministre du Budget,
G. VERHOFSTADT

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre de l'Intérieur
et de la Fonction publique,
J. MICHEL

Le Ministre de la Défense nationale,
F.-X. de DONNEA

§ 4. Iedere aanvraag tot vergoeding of een deel ervan in de zin van de wet, moet eindigen met de woorden : « Ik bevestig op mijn eer dat deze verklaring oprecht en volledig is ».

Art. 4. Van iedere aanvraag tot vergoeding wordt ontvangstmelding gegeven.

Art. 5. § 1. Bij ontvangst van de aanvraag, laat de bevoegde Minister overgaan tot een onderzoek door de door hem aangewezen overheid. Deze stelt een dossier samen waarin alle elementen voorkomen die de Minister kunnen voorlichten, en maakt een verslag op dat de besluiten van haar onderzoek bevat.

§ 2. De overheid belast met het opstellen van een verslag kan alle nuttige onderzoeken uitvoeren of gelasten. Zij kan onder meer de mededeling gelasten van een afschrift van het strafrechtelijk dossier, met machtiging van de procureur-generaal bij het Hof van beroep of van de auditeur-generaal.

Zij kan ook de Gerechtelijk-Geneeskundige Dienst opdragen een expertise te laten uitvoeren door zijn eigen experts om te bepalen op basis van de Officiële Belgische Schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit of de vrijwillige hulpverlener een blijvende algehele invaliditeit heeft opgelopen.

Zij kan deskundigen aanstellen.

Art. 6. Indien de overheid belast met het onderzoek beslist de aanvraag af te wijzen, wordt de verzoeker bij een ter post aangekende brief kennis gegeven van een afschrift van het met redenen omklede verslag en wordt hij verzocht schriftelijk zijn verweermiddelen in te dienen binnen 30 dagen vanaf de kennisgeving. De overheid belast met het onderzoek geeft haar advies over de door de verzoeker ingeroepen middelen.

Art. 7. Bij het einde van de procedure wordt het volledig dossier toegestuurd aan de bevoegde Minister en deze beslist over het bestaan van de voorwaarden vereist voor de toekenning van iedere vergoeding of gedeeltelijke vergoeding in de zin van de wet. Iedere ongunstige beslissing moet formeel met redenen omkleed zijn.

Art. 8. Van de beslissing van de Minister wordt de verzoeker kennis gegeven bij een ter post aangekende brief. In de kennisgeving wordt erop gewezen dat de beslissing van de Minister een vordering voor de hoven en rechtbanken niet verhindert.

Art. 9. De termijnen bepaald bij artikel 3, § 1 van dit besluit worden verlengd met een jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, voor iedere aanvraag tot vergoeding of gedeelte ervan, tengevolge van een overlijden of een definitief verlaten van de dienst wegens lichamelijke ongeschiktheid of blijvende algehele invaliditeit, dat plaatsvond voor de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die tijdens welke dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

Art. 11. Onze Minister van Justitie, Onze Minister van Begroting, Onze Minister van Sociale Zaken, Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 januari 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
J. GOL

De Minister van Begroting,
G. VERHOFSTADT

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Binnenlandse Zaken
en Openbaar Ambt,
J. MICHEL

De Minister van Landsverdediging,
F.-X. de DONNEA